



Mauvais coups !

La crise et les caisses vides de l'Etat portent un mauvais coup aux collectivités territoriales !

Les dotations de l'Etat, année après année en baisse, les transferts de charges année après année en hausse : les communes, les intercommunalités, les départements, les régions donc le citoyen au bout du compte sont les dindons de la farce économique !

Le nouveau maire de Villepreux voudrait vous faire croire que c'est de la faute de l'ancienne majorité : c'est avoir la vue courte sur la situation désastreuse, la politique d'étouffement depuis 1995, 2002 puis 2007 que les gouvernements de droite successifs font subir aux collectivités !

Année après année, on pousse les élus à l'augmentation des impôts et des emprunts !

Or, avec la crise financière actuelle et l'abandon de la banque des collectivités DEXIA, les capacités d'investissement se réduisent comme peau de chagrin !

Alors comment refaire les voiries encore nécessaires, comment entretenir le patrimoine communal, comment continuer à faire vivre ce qui fait la richesse de Villepreux : le tissu associatif...

Alors quand le nouveau maire, par sectarisme UMP, dénonce sur son blog le vote des socialistes sur le RSA à l'Assemblée Nationale, il méconnaît les motifs : le RSA est une bonne mesure, mais dévoyée par la droite puisque c'est sur vous, petits épargnants et sur les départements que repose son financement !

Les socialistes ont soutenu le principe du RSA, mais pas son financement qui ne repose pas sur une solidarité nationale comme le souhaitait son auteur, Martin HIRSCH.

Où va notre « Ville à Vivre » ?!!!

Rentrée Scolaire 2008 : La destruction de l'Ecole de la République est programmée

La droite sacrifie l'Ecole :

- Suppressions drastiques de postes : Après 11.000 suppressions de postes en 2008, 13.500 sont programmées pour 2009 (avec un total de 60.000 postes supprimés en 6 ans).
- Suppression progressive de la carte scolaire créant inévitablement un phénomène de ghetto et d'inégalités entre les établissements.
- Abandon des programmes du primaire établis en 2002 suite à une vaste concertation et un large consensus.
- Passage de 26 à 24 heures hebdomadaires pour le primaire sans aucune concertation. Sur 36 semaines annuelles d'enseignements, cela fait un total de 72 heures en moins, soit 3 semaines en moins par an et 15 semaines (presque la moitié d'une année !) sur la scolarité du primaire.
- Disparition programmée des IUFM et des RASED (*Réseaux d'Aides Spécialisés pour les Elèves en Difficultés*) et donc de la formation professionnelle des enseignants et du vrai soutien efficace pour nos enfants.

Aux côtés des parents d'élèves, des enseignants et de l'ensemble des membres de la communauté éducative, les socialistes réaffirment que l'Ecole, véritable investissement sur l'avenir, doit être une vraie priorité.

- Un moratoire immédiat sur les suppressions de postes et une programmation pluriannuelle des recrutements d'enseignants.
- Une priorité d'affectation de moyens pédagogiques et de personnels dans les endroits prioritaires.
- La mise en place d'une véritable aide individualisée pour tous les élèves sur le temps scolaire (Rased).

La réforme de l'Ecole publique et laïque se fera, là où cela est nécessaire, dans la concertation, le dialogue et le respect de tous les partenaires de l'Ecole.

Le Chèque Transport :

Hier, le **chèque « transports »** que le premier ministre FILLON avait promis aux syndicats a été retoqué par la majorité UMP : nouveau mauvais coup au pouvoir d'achat puisque l'argument c'est que les entreprises n'ont qu'à augmenter les salaires : on reporte aux calendes grecques toute augmentation du pouvoir d'achat !

Devant la gravité de la situation financière et économique, l'Europe met entre parenthèses le pacte de stabilité de facto et le modèle américain n'est plus de mise car les conséquences sur l'économie réelle sont à venir : **fermeture d'entreprises, chômage et paupérisation !**

Une forte politique de soutien au pouvoir d'achat est inévitable et des mesures facilitant l'accès au crédit pour les entreprises sont indispensables !

Pour contenir le naufrage, il est urgent que les responsables et le Président de la République arrêtent de mentir : ce n'est pas le « travaillez plus » ou « travaillez le dimanche » qui sont des remèdes, ce ne sont que des déréglementations supplémentaires !

Ce n'est pas le durcissement des politiques d'indemnisation du chômage, de l'assurance maladie ou des retraites complémentaires qui est adapté. Et on va expliquer que c'est avec des millions d'euros qu'il faut sauver les sites d'emploi, quand on entend qu'on dégage des milliards pour les banquiers !!!

Une étude du pouvoir d'achat en 2008 montre que les familles les plus touchées vont perdre près de 25% de leur capacité d'achat une fois payés loyer, transport, énergie et assurances !

Si comme le dit Mr SARKOZY « c'est la fin d'un monde », croit-il qu'il va régler la crise en ouvrant les commerces le dimanche pour acheter toujours plus avec quoi ?

Quelques Chiffres :

- **41.300** c'est le nombre de chômeurs supplémentaires inscrits à l'ANPE en catégorie 1, en Août. Il s'agit de la hausse mensuelle la plus élevée depuis 1993 et la quatrième consécutive depuis le mois de mai. Outre le contexte de crise, ce chiffre s'explique par les choix du gouvernement, tels le recours aux heures supplémentaires et la réduction des emplois aidés.
- **155.672.000 €** c'est la somme, que se sont partagés 671 contribuables grâce au bouclier fiscal mis en place par le gouvernement. Soit environ 232.000 euros chacun ! Ce bouclier fiscal ne bénéficiant qu'à 0.04 % des contribuables français...
- **182,4** c'est le nombre de millions d'heures supplémentaires au deuxième trimestre, qui était de 172,6 millions au premier trimestre : en partie par une « incitation » des entreprises à recourir aux heures supplémentaires plutôt qu'à des embauches.
- **180.000** salariés sont menacés de chômage dans le secteur de la construction dans le neuf.
- **7 jours sur 7**, c'est l'ouverture prochaine des commerces. Travailler plus, même le dimanche !!!
- **2 840 743** c'est le nombre de personnes mal-logées ou sans logement en France selon le D.A.L.

Contact :

Jacques MAILLEFER 01.34.62.43.65

Ou Noël DAURIAN 01.34.62.45.28

Adresse internet : psvillepreux@gmail.com